

lutttes acharnées et confuses, où le Parlement perdit tout son prestige et toute son influence morale. Les Tchèques complétèrent leur organisation, les Allemands trouvèrent un appui dans les agitateurs pangermanistes. Sous le ministère Badeni, qui voulait continuer la politique de Taaffe, les Tchèques reçurent en récompense, pour le vote du compromis austro-hongrois, de nouveaux droits pour leur langue. Les Allemands s'indignèrent et commencèrent l'obstruction.

Le successeur de Radeni, le baron Gautsch, abrogea les ordonnances concernant, les langues accordées aux Tchèques, et ce fut alors leur tour de commencer l'obstruction. Le Parlement étant impuissant, le gouvernement faisait usage de l'article 14, le parlementarisme n'existait en réalité plus. Tous les tentatives pour la conciliation des deux peuples furent vaines. L'Autriche tout entière souffrait sous ce régime. La situation était insupportable. Il fallait à tout prix chercher la solution du problème. Après de longues hésitations et résistances de la part des conservateurs, la cour, pressée par la nécessité du vote du Compromis austro-hongrois, et forcée par les manifestations rigoureuses et les menaces de la classe ouvrière, se décida à employer le dernier moyen possible : elle accorda en 1907, aux peuples autrichiens, le suffrage universel.